

Toutes vêtues de pagnes blancs, une cinquantaine de femmes, adeptes d'un rite traditionnel dénommé "Ndjembè" a observé un sit-in hier au rond point de la démocratie. Elles voulaient ainsi dénoncer la destruction il y a quelques jours de leur temple initiatique par le ministère de l'Habitat à Angondjé, au nord de la capitale gabonaise, aux fins de la construction des logements sociaux.

« Plus de place dans notre village – Comme les Indiens aux Amériques, parquez-nous ! », « Forêt = Médecine traditionnelle », « Ici nous respectons Rites et Traditions – Respectez les nôtres à Libreville », « Où sont les droits des autochtones ? », « Forêt = Médecine traditionnelle », pouvait-on lire sur les pancartes de ces femmes visiblement courroucées.

La semaine dernière les bulldozers du ministère de l'Habitat ont rasé une grande partie des maisons dans la zone d'Angondjé, non loin du stade de l'amitié sino-gabonaise, qui doit accueillir en janvier prochain une partie des matches de la 28e édition de la coupe d'Afrique des nations (CAN). L'objectif du gouvernement est de construire sur ces lieux 5000 logements sociaux. L'idée est bonne, mais les populations reprochent une certaine partialité à l'Etat dans la destruction des bâtisses, ainsi que la profanation des lieux de cultes ancestraux.

" On a détruit les maisons des pauvres et notre temple sacré. Toutes les villas des grosses légumes du pays qui se trouvaient dans la zone n'ont été touchées. Nous ne voulons pas quitter les terres de nos ancêtres. Nous luttons pour la préservation de nos traditions et de nos forêts, où nous tirons l'essentiel de nos aliments et de nos médicaments", a lancé une femme Mpongwé, ajoutant que "la conservation de l'environnement tant prônée par les pouvoirs publics passe nécessairement par la préservation de nos coutumes, rites et traditions".

"Si vous détruisez les temples de nos rites traditionnels et oubliez nos dieux dans vos cœurs, vous resterez toujours les esclaves du monde occidental, qui vous dicte aujourd'hui ses lois et spolie nos richesses", a déclaré une initiée du rite "Ndjembé", s'adressant aux gouvernants.

Dans l'après-midi d'hier, André Dieudonné Berre, ex-ministre et ancien maire de Libreville, membre de l'ethnie Mpongué et dignitaire du parti au pouvoir a été aperçu au rond point de la démocratie, en pleine discussion avec les manifestantes. Il tentait certainement à calmer les

esprits et à expliquer à ses sœurs les motifs réels qui ont poussé le gouvernement à démolir une bonne partie des maisons dans la zone d'Angondjé, où se trouvait également leur temple initiatique. Les victimes de cette opération ont envisagé au cours d'une réunion tenue samedi à porter plainte contre Blaise Loembé, ministre de l'Habitat.